



DSU GRAND EST
Développement Social Urbain

Un réseau de professionnels
du Développement Social et Urbain
pour être + solidaires et + coopératifs
ENSEMBLE



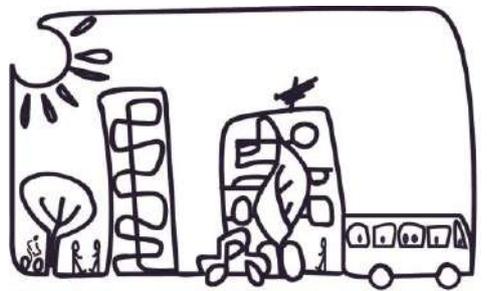
Pour apprendre collectivement, innover,
et transformer les territoires

IR DSU



ET

RAPPORT D'ACTIVITES 2019



DSU GRAND EST

Développement Social Urbain



PREAMBULE



Le Réseau des professionnel.le.s du Développement Social et Urbain du Grand Est (RDSU GE) est une association ouverte à tou.te.s les professionnel.le.s du Développement Social et Urbain du Grand Est. Il cherche à constituer un appui pour les chef.fe.s de projet de la politique de la ville, les agent.e.s de développement, les chargé.e.s de mission thématiques (développement économique, urbanisme, action culturelle, éducation, médiation...).

Le RDSU GE développe l'entraide, l'échange d'informations, de ressources. Il tente de structurer une parole collective, autour de valeurs partagées, illustrées par la volonté de promouvoir des projets de territoire durables, participatifs et solidaires. Il alimente la réflexion sur les fondamentaux de la politique de la ville et des politiques publiques en général, ainsi que sur les différents métiers du développement territorial.



En 2019, le réseau :

- a porté 3 rendez-vous régionaux : le 26 avril à Pont-Sainte-Marie (10), le 27 à Revin (08), et le 15 novembre à Epinal (88)
- a contribué activement à différents rendez-vous nationaux : conseils d'administration, assemblée générale et journées nationales de l'IRDSU de Strasbourg (67) les 13 et 14 juin ; colloque « travail social et développement social urbain » à Muttenz (Suisse) les 20 et 21 juin ; assises de la FNADAC à Rennes (35) le 10 octobre ; journées des territoires (« agir sans subir ») de l'IRDSU et de l'UNADEL à Paris (75) les 25 et 26 novembre.

Ces rencontres du réseau allient toujours une exigence de travail à un esprit de convivialité et de coopération. Elles sont autant d'occasions d'enrichissement professionnel et de ressourcement personnel.

Par ailleurs, les informations du réseau (fruits d'enquêtes, invitations, actualités...) sont systématiquement diffusées à plus de 500 acteurs de la politique de la ville sur la région Grand Est.

Le réseau DSU comptait, en 2019 : 28 adhérents, issus de 10 agglomérations différentes du Grand Est (représentant les 3 anciennes régions).

Pour l'organisation de ses actions, le RDSU GE s'appuie sur l'association de développement local Citoyens & Territoires - Grand Est (anciennement Carrefour des Pays Lorrains, qui accompagnait le réseau DSU lorrain auparavant), située à Colombey-les-Belles.

ORGANISATION DE RENCONTRES REGIONALES



Elles ont donc été au nombre de 3, et ont été organisées sur 3 départements différents (couvrant deux anciennes régions).

Systématiquement, les objectifs s'axent autour de l'échange d'expériences et de réalisations menées sur les territoires prioritaires du Grand Est, autour du partage de pratiques et de témoignages sur les réussites avérées, les écueils repérés, les éléments méthodologiques incontournables.

Elles permettent de mesurer à quel point les problématiques sont partagées par les collègues des territoires de la région, et ainsi d'en tirer profit pour agir localement. Le plus souvent, nous faisons appel à un intervenant extérieur qui nous aide à prendre de la hauteur vis-à-vis de nos savoirs et savoir-faire partagés.



En général, un espace ressource est à la disposition des participants, avec possibilité d'emprunter voire d'acheter des ouvrages dédiés à la thématique du jour.

Enfin, les membres du RDSU GE cherchent toujours à privilégier la rencontre interpersonnelle. C'est la raison pour laquelle des temps conviviaux (qui varient selon les occasions) sont parfois prévus à cet effet.

CULTURE ET POLITIQUE DE LA VILLE A PONT SAINTE

MARIE, le 26 avril

Ce jour, nous étions : 22 participants le matin / 36 l'après-midi

RESSOURCES UTILISEES ET EXPERIENCES PRESENTES CE JOUR : Le réseau des DAC (Directeurs des Affaires Culturelles des collectivités territoriales) ; l'Agence Culturelle du Grand Est ; les petits débrouillards du Grand Est ; la Communauté d'agglomération de Saint Dizier, Der et Blaise ; le CCAS de la commune de Revin ; la compagnie des Tréteaux du Cœur Volant ; la ville de Pont Sainte Marie ;



L'Assemblée Générale du matin a permis de présenter les éléments de bilans moral/d'activité/financier (tous approuvés à l'unanimité) et de constituer le nouveau conseil d'administration du réseau, désormais composée de **Isabelle BAUMEISTER** (Métropole du Grand Nancy), **Guillaume BERTHOLON** (CA du Grand Verdun), **Meiggie CARBONE** (ville de Revin), **Noël HONKU** (CA d'Épinal), **Khalid IDA-ALI** (ville de Vitry-le-François), **Joris LEFEVRE** (ville de Châlons-en-Champagne), **Anita NOBILI** (ville de La Chapelle Saint-Luc), **Julien PIQUAND** (ville de Metz), **Estella KLEIN** (Eurométropole de Strasbourg).





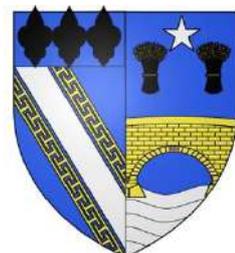
Nos échanges de ce jour, axés autour de témoignages d'acteurs locaux, étaient consacrés à l'articulation des politiques culturelles avec la politique de la ville.

Il en est ressorti que la culture doit retrouver toute sa place au sein de la Politique de la Ville. Elle y apparaît essentielle et indissociable des questions liées à l'éducation, au lien social, au vivre ensemble... La réduction des inégalités passe aussi par l'accès à la culture pour chacun, par le développement de projets liés à la culture sur tous les territoires, surtout les plus défavorisés.

Et nous l'avons constaté, certaines conditions et méthodes doivent être réunies pour mener des projets qui mêlent excellence culturelle et exigences sociales. Nous avons découvert des projets qui permettent de réellement créer de la plus-value en matière de diffusion et/ou de création culturelle tout en faisant œuvre d'utilité sociale. Au nombre des critères de réussite des projets culturels dans nos territoires, il est ressorti que les formes de participation des habitants devaient occuper une place prépondérante, au même titre que l'intervention de « professionnels de la profession » s'avérait indispensable.



A la suite de cette rencontre avec le réseau Grand Est des DAC, un membre de l'Inter-Réseaux DSU a participé activement à un atelier des assises nationales de la Fédération Nationale des DAC organisées à Rennes les 10 & 11 octobre 2019. Il est aussi envisagé de coconstruire un « événement » Grand Est en 2020/2021.



LA REUSSITE EDUCATIVE, à REVIN (08) le 27 septembre

Ce jour, nous étions près de 100 participants

RESSOURCES UTILISEES ET EXPERIENCES PRESENTEES CE JOUR : Intervention de 10 équipes territoriales (Revin, Verdun, Charleville-Mézières, Sedan, Herserange, Metz, Maxéville) ; présentation d'initiatives et expériences locales très diverses.

être une belle réussite coopérative et a permis d'échanger sur la prise en compte des questions éducatives dans les projets de territoires, de découvrir des pratiques diverses en Grand Est, d'échanger entre pairs. Une fois encore, le questionnement réciproque a constitué un véritable moteur d'évolution, enthousiasmant et régénérateur.

Cette journée, initiée par la ville de Revin, a été organisée par le RDSU aux côtés de l'équipe revinoise, de sa conception à l'élaboration de son contenu. Elle s'est avérée



Le village d'expériences de la matinée a permis à chacun de découvrir 6 manières de faire, 6 approches spécifiques, 6 choix stratégiques. Pour partager questionnements et analyses des conditions de la réussite des actions territoriales, des expériences ont été présentées par des coordonnateurs de PRE, des partenaires locaux issus du monde associatif et des institutions.



Ces présentations d'expériences ont fait émerger quelques enseignements et réflexions méthodologiques autour du partenariat, des enfants et des familles, des approches individuelles et collectives et de l'animation des PRE.



Quant aux ateliers de l'après-midi, ils ont été l'occasion de se questionner collectivement autour de **6 ateliers thématiques** qui ont fait ressortir quelques réflexions étayées autour du travail en réseau, ses vertus et ses limites, son organisation et son animation ; autour de l'éthique et des postures professionnelles, et de la place des familles et des enfants dans les actions et projets, de la conception à leur évaluation.



Enfin, nos réflexions autour des approches de développement social teintées d'empowerment, ont fait ressortir la nécessité d'une savante alchimie entre une certaine prudence (ne pas risquer de mettre en danger les enfants et les familles, adapter aux réalités individuelles...) et une impérative inventivité (être à la hauteur des enjeux éducatifs demande d'être audacieux, d'oser de dépasser les limites, d'oser cheminer vers l'inconnu.)



LE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL AU SERVICE DE LA LUTTE CONTRE L'EXCLUSION,

A EPINAL, le 15 novembre

Ce jour, nous étions 56 participants l'après midi

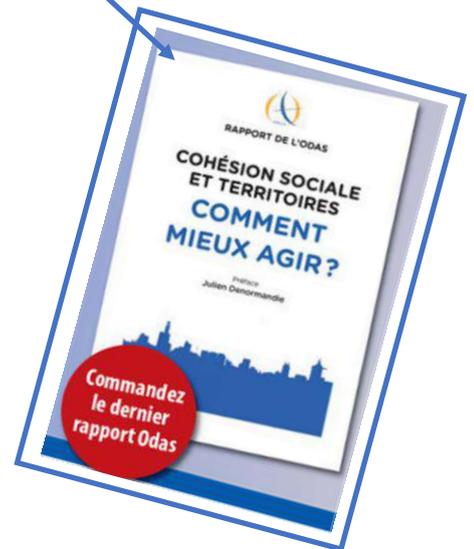


RESSOURCES UTILISEES ET EXPERIENCES PRESENTES CE JOUR :
Interventions de Didier LESJEU, directeur de l'ODAS (Observatoire national de l'Action Sociale), de Huguette BOISSONAT et Micheline ADOBATI, d'ATD Quart Monde ; appui sur l'**étude** de l'ODAS « Cohésion sociale et territoires : comment mieux agir ? »

Nous y avons questionné la notion même de pauvreté, ainsi que l'idée de la participation citoyenne, de la mobilisation habitante dans la Politique de la Ville qui, dès ses balbutiements, a fait de la participation citoyenne une condition sine qua non de l'action publique sur les territoires prioritaires. Incantation répétée au fil des années et des dispositifs, elle rejailit à chaque nouvelle programmation.

Gagne-t-elle pour autant en effectivité ?

Où en sommes-nous aujourd'hui sur ce point ?



Nous nous sommes aussi penchés sur l'isolement social et « l'invisibilité » de nombreux citoyens (jusqu'au non-recours à leurs droits) : aux difficultés économiques d'une part importante de la population, s'ajoute(raie)nt des tendances à l'isolement et au repli sur soi, qui se nourrissent d'une défiance grandissante vis-à-vis des pouvoirs

publics. Ces tendances sont-elles de nature à mettre à mal la cohésion sociale nationale et locale ?



Quelle perception, nous, professionnel.les du développement territorial, avons-nous de ces phénomènes ? Parvenons-nous à renforcer la cohésion sociale sur les territoires ET à enrayer la spirale de la

précarité individuelle ?
Au sein de nos collectivités, de nos associations, de nos institutions, comment réagissons-nous face aux constats posés et aux défis à relever ?
Sommes-nous plutôt dans des procédures d'action sociale ou dans des processus de développement social ?



Comment, dans quelle mesure, et à quel prix la participation citoyenne collective peut-elle être rendue compatible avec la précarité et l'isolement individuels ?

JOURNEES DES TERRITOIRES DE L'IRDSU ET DE L'UNADEL à PARIS : les 25 & 26 novembre



« Agir sans subir, les territoires relèvent le défi écologique et social », c'était à la fois le titre et le thème retenu cette année.

Dans un contexte d'urgence écologique, de prise de conscience de la finitude du monde, mais aussi d'aggravation des inégalités sociales et de montée du sentiment de relégation, les initiatives institutionnelles et citoyennes se multiplient. L'interdépendance des enjeux écologiques et sociaux est désormais admise, mais il apparaît encore difficile d'en apprécier toutes les incidences sur notre modèle de développement, la manière de concevoir et de mettre en œuvre les politiques publiques.

Les Journées des territoires mettent en évidence, d'une part, la manière dont les acteurs locaux construisent concrètement une transition écologique et sociale (énergie, alimentation, habitat, économie, gouvernance locale...). Il s'agissait d'appréhender, d'autre part, les conditions et les pratiques qui permettent aux citoyens, aux élus et techniciens de relever le défi d'une transition écologique et sociale, dans un contexte urbain comme rural, dans les quartiers populaires comme dans les communes des périphéries.



COLLOQUE « TRAVAIL SOCIAL ET DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN » A MUTTENZ (Suisse) : les 20 & 21 juin.

Le réseau DSU Grand Est y a présenté une contribution en coopération avec le CRPV Grand Est porté par l'ORIV

Cette contribution portait sur les missions et complémentarités du Centre de Ressources de la Politique de la Ville (CRPV) et du Réseau des professionnels du Développement Social Urbain (RDSU) en région Grand Est.



5èmes ASSISES DE LA FNADAC (Fédération Nationale des Associations de Directeurs des Affaires Culturelles) le 10 octobre, à Rennes.

C'est par l'entremise du réseau DSU Grand Est, suite à notre journée du 26 avril, qu'à l'occasion de ces Assises, Philippe De Visscher, administrateur national de l'IRDSU, a participé à une séquence au titre volontairement provocateur : *La culture a-t-elle toujours sa place dans la politique de la ville ? dont voici quelques éléments de contenu :*

Comment favoriser et maintenir continuellement une présence artistique et culturelle dans ces territoires ? Comment mieux associer les habitants à l'élaboration de projets culturels ? Comment stimuler leur mobilité à l'échelle d'une ville ou d'une agglomération, de manière à ne pas les assigner à des modèles culturels ou à un territoire identifié comme replié sur lui-même ? Autant de questions qui invitent la politique de la ville à prendre davantage en compte l'importance de la reconnaissance des droits culturels.

POUR CONCLURE SUR LA VIE DU RESEAU

Pour organiser ces rencontres et échanger entre administrateurs, les réunions de CA physiques (couplés aux rencontres régionales) et téléphoniques constituent des occasions de préparation, de débat, de réflexion partagée.

Huit se sont déroulés durant l'année 2019 : 23 janvier, 3 avril, 10 juillet, 22 août, 23 septembre, 6 & 15 novembre, 20 décembre

Enfin, entre ces rencontres et CA, les membres du RDSU échangent nombre d'informations par mail et autres vecteurs. Ainsi, une liste **Whatsapp** des adhérents du réseau a-t-elle été créée en 2018.



Le budget de l'association « réseau des pros du DSU » s'élevait en 2019 à près de 15 200.00€, auxquels s'ajoutent 12 400.00€ de « contributions volontaires en nature »

Et rappelons ici que le réseau DSU est :

Financé par la **DRDJSCS** (Direction Régionale Jeunesse et Sports et Cohésion Sociale) du Grand Est.

Et accompagné – par convention – par l'association **Citoyens & Territoires Grand Est**, qui offre donc la possibilité au réseau d'organiser ces échanges en temps



PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST

DRDJSCS
Direction Régionale et Départementale de la
Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale

CT
Citoyens & Territoires
Grand Est

Johan CHANAL, animateur du Réseau
DSU - Grand Est,
03 83 52 60 50
ichanal@citoyensterritoires.fr
Chargé de mission, Citoyens et
Territoires-Grand Est



DSU GRAND EST

Développement Social Urbain

Réseau DSU Grand Est
Anita NOBILI, Présidente du Réseau DSU Grand Est,
& Cheffe de projet politique de la ville,
Ville de la Chapelle Saint Luc
03 25 71 63 36 - a.nobili@la-chapelle-st-luc.eu